

Questions orales

M. Broadbent: Le ministre vient de dire que la meilleure garantie en ce qui concerne les emplois n'en est pas vraiment une étant donné qu'il sait que cette entente ne comporte aucune garantie écrite contrairement à l'entente canado-américaine sur l'automobile ou aux contrats signés relativement à l'achat d'autres sociétés. Le ministre le sait parfaitement.

LA COMMUNICATION DES RENSEIGNEMENTS AUX DÉPUTÉS

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Comme nous avons appris la nouvelle à la suite de la séance d'information que Paul Marshall a donnée hier soir aux députés représentant tous les partis à l'assemblée législative de l'Ontario, une réunion dont je viens juste d'entendre parler, le ministre trouve-t-il normal que les députés de la Chambre des communes soient mis au courant des faits et gestes d'une société de la couronne fédérale grâce à des contacts privés avec des gens de Toronto? Pourquoi ne communique-t-on pas ce genre de renseignements à la Chambre des communes du Canada?

L'hon. Robert de Cotret (président du Conseil du Trésor): Monsieur le Président, je crois qu'avant d'avoir annoncé cette transaction, nous avons remis à tous les députés des dossiers contenant tous les renseignements disponibles.

Une voix: Vous ne savez pas lire.

M. Broadbent: Non. Les dossiers vides ne comptent pas beaucoup.

LE RÈGLEMENT FINAL DE LA TRANSACTION

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Le ministre n'ignore pas que M. Marshall a fourni, hier, aux députés de l'assemblée législative de l'Ontario toutes sortes de renseignements que ne possèdent pas les députés de la Chambre. Le ministre peut-il confirmer que si le gouvernement du Canada ne conclut pas cette transaction d'ici la fin du mois, cela va coûter aux contribuables 60 millions de plus? Cela explique-t-il pourquoi le gouvernement a tellement hâte de conclure un marché aussi peu avantageux avec Boeing?

L'hon. Robert de Cotret (président du Conseil du Trésor): Monsieur le Président, nous allons conclure avec Boeing un marché très avantageux pour le Canada. Je vous cite de nouveau le *Free Press* de Winnipeg:

Au lieu de critiquer et de se plaindre, Ed Broadbent et Lloyd Axworthy devraient se mettre à genoux au nom des contribuables canadiens...

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Est-ce là votre note d'information?

Une voix: A genoux, Ed.

M. de Cotret:

... pour remercier le gouvernement de leur ôter cette épine du pied. Et Bob White devrait se mettre à genoux pour remercier Boeing d'accorder aux membres de son syndicat la possibilité de continuer à exercer leurs compétences dans

une entreprise productive qui pourra devenir un atout pour le pays au lieu d'être un boulet à traîner.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: La parole est au député de Cape Breton-Richmond-Est, du moins lorsque ses collègues seront prêts à le laisser poser une question.

* * *

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

LES RECOMMANDATIONS DU COMITÉ CONSULTATIF DU
CAP-BRETON

M. Dave Dingwall (Cape Breton-Richmond-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre, qui doit savoir que sa politique économique ne donne pas de résultats dans la région de l'Atlantique.

Des voix: Oh, oh!

M. Dingwall: Le chômage a augmenté et ce, de façon sensible. Je voudrais demander au premier ministre pourquoi son gouvernement n'a pas donné suite à la recommandation formulée par le comité consultatif du Cap-Breton—dont il a lui-même nommé les membres—en vue d'allouer 600 millions de dollars à des programmes de création d'emplois à court terme, étant donné surtout que 4,000 Canadiens de plus sont au chômage dans cette région, par rapport à l'an dernier? Pourquoi le premier ministre prend-il autant de temps pour mettre en œuvre cette importante initiative?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Premièrement, monsieur le Président, la remarque de mon collègue selon laquelle notre politique économique ne donne pas de résultats est on ne peut plus fautive et les faits le prouvent. Le gouvernement actuel a créé plus d'emplois en 14 mois que les libéraux en 55 mois. Voilà les faits.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Certaines données publiées il y a quelques instants ne manqueront pas d'intéresser mon collègue, ainsi que tous ceux qui souhaitent le bien-être du Canada. En novembre, il y a eu 197,000 mises en chantier, selon un taux annuel désaisonnalisé, soit 65 p. 100 de plus que l'an dernier. La construction d'immeubles à logements multiples a augmenté de 82 p. 100...

M. Hovdebo: Règlement!

Des voix: Règlement!

M. Mulroney: ... par rapport à l'an dernier. Ce sont là de très bonnes nouvelles pour le Canada.

Des voix: Règlement!

Une voix: Ils n'aiment pas cela.